

# Arthuis veut licencier des fonctionnaires

**"Il faudrait licencier des fonctionnaires" déclare Jean Arthuis**

**Dans une interview publiée dans le Parisien , le président UDF de la commission des finances du Sénat prône le licenciement massif des fonctionnaires.**

..."Oui, on peut envisager des formules de licenciements négociés de fonctionnaires comme cela s'est passé au Canada. Certains se sont vus proposer un pécule de départ, l'équivalent d'un an de salaire, afin de retrouver du travail dans le privé ou, éventuellement de créer leur propre entreprise. Les résultats ont été très spectaculaires : au bout de deux ans, le gouvernement avait réduit de 20 % les effectifs des fonctionnaires, soit 90.000 postes. Cela a coûté 4,7 milliards de dollars canadiens mais ils n'ont mis que 17 mois pour amortir cette dépense".

A la question du journaliste : "C'est l'exemple à suivre en France ?"

J. Arthuis répond : Evidemment !... et de prendre l'exemple de l'Education nationale, **de suggérer que des tâches actuellement prises en charge par le secteur public, le soient par le privé. Le statut des fonctionnaires sera également dans le collimateur de J. Arthuis mais il n'en est pas là préférant d'abord s'attaquer aux régimes spéciaux....**

Dans le *Parisien*, le président de la commission des finances au Sénat assure réfléchir à des "licenciements négociés de fonctionnaires".

Pour réduire la dette publique de la France, Jean Arthuis, ancien ministre de l'Economie et président UDF de la commission des finances au Sénat, a des solutions, et il le fait savoir au *Parisien*. Dans l'édition de jeudi 1<sup>er</sup> juin du quotidien, le sénateur affirme que "des restructurations s'imposent" dans l'administration, et suggère de procéder à des "licenciements négociés" de fonctionnaires pour faire des économies sur le budget de l'Etat.

**Le président de la commission des Finances du Sénat affirme dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France qu'on peut envisager des formules de licenciements négociés de fonctionnaires comme cela s'est passé au Canada".**

**Pas de baisse des impôts**

**"Il y a forcément des services qui ne sont plus utiles", affirme le sénateur. Il estime notamment qu'il y a "de vraies économies à faire" dans l'Education nationale, où "près de 3.000 postes" correspondent des enseignants sans affectation.**

Pour Jean Arthuis, l'Etat doit trouver six milliards d'euros pour boucler son budget et "n'a pas les moyens de baisser ses impôts". Il critique également les dépenses engagées par les gouvernements: "dès qu'un problème surgit, la première réponse du pouvoir, c'est d'annoncer l'ouverture de crédits", dénonce-t-il "il faut sortir de cette logique"